

Edition 2005

La Guadeloupe



en 2004



SOMMAIRE

Pages

AVANT PROPOS	11
SYNTHESE	12
CHAPITRE I – PANORAMA DE L’ECONOMIQUE GUADELOUPEENNE	15
SECTION 1 – PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L’ECONOMIE	16
§ 1. Géographie et population	17
1. Aperçu géographique	17
2. Climat	18
3. Population	19
§ 2. Structure d’emploi et de production par grands secteurs	21
1. Le secteur tertiaire	22
2. Le secteur secondaire	23
3. Le secteur primaire	24
§ 3. Comptes économiques	24
1. La croissance	25
2. Structure du PIB	25
3. Evolution par secteur d’activité	27
§ 4. Caractéristiques institutionnelles	30
1. L’organisation des collectivités locales	30
2. Fiscalité et défiscalisation	31
3. Réglementation des prix	33
4. Emploi et salaires	34
SECTION 2 – EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS	37
§ 1. Emploi et chômage	37
1. La situation du marché de l’emploi	38
2. L’assurance chômage	40
3. Les conflits sociaux	41
§ 2. Revenus et salaires	41
1. Les salaires	41
2. Le revenu minimum d’insertion	42
§ 3. Les prix	45

§ 4. Commerce extérieur	47
1. Importations	47
2. Exportations	48
3. Relations régionales	50
§ 5. Finances publiques locales	53
1. Les finances publiques communales	54
2. Les finances publiques départementales	56
3. Les finances publiques régionales	57
4. Les concours financiers extérieurs	57
5. Les aides communautaires	60

CHAPITRE II – LES SECTEURS D’ACTIVITE 67

SECTION 1 – LE SECTEUR PRIMAIRE 68

§ 1. Agriculture	68
1. Aperçu général	68
2. La banane	71
3. Les autres productions végétales	77
4. L'élevage	80
§ 2. Pêche et aquaculture	83
1. La pêche	83
2. L'aquaculture	85

SECTION 2 – L'INDUSTRIE ET L'ARTISANAT 86

§ 1. Structure et évolution du secteur industriel	86
§ 2. L'industrie agro-alimentaire	91
1. La filière canne-sucre	91
2. Le rhum	95
§ 3. L'artisanat	98

SECTION 3 – L'ENERGIE ET L'EAU 101

§ 1. L'énergie	101
1. L'énergie électrique	101
2. Les énergies renouvelables	102
3. Les hydrocarbures	103
§ 2. L'eau	104
1. Ressources et distribution	104
2. Les modes de gestion	105
3. Le traitement des eaux usées	106

SECTION 4 – LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	107
§ 1. Aperçu général	107
§ 2. Le bâtiment	109
1. Caractéristiques de l’habitat à la Guadeloupe	109
2. La résorbtion de l’habitat insalubre	110
3. Le financement du logement	111
4. L’intervention des sociétés d’économies mixtes	113
§ 3. Les travaux publics	114
1. La construction de bâtiments publics	114
2. Les infrastructures routières	114
<hr/>	
SECTION 5 – LA DISTRIBUTION	116
§ 1. Indicateurs structurels	116
1. La répartition géographique	116
2. L’organisation du secteur	116
3. Soldes intermédiaires de gestion	118
4. Risques bancaires du secteur	118
§ 2. L’évolution de la grande distribution	119
<hr/>	
SECTION 6 – LE TOURISME	121
§ 1. La fréquentation de la Guadeloupe	121
1. Répartition de la clientèle	121
2. Concurrence accrue dans la Caraïbe	122
§ 2. Le tourisme de séjour	123
1. L’hôtellerie	123
2. Les autres hébergements	124
§ 3. Le tourisme de croisière et de plaisance	125
1. Le tourisme de croisière	125
2. Le tourisme de plaisance	126
§ 4. Les loisirs	126
§ 5. La relance du secteur	126
§ 6. Le financement bancaire du secteur	128
§ 7. Perspectives	129
<hr/>	

SECTION 7 – LES TRANSPORTS	130
§ 1. Aperçu général	130
§ 2. Les activités portuaires	132
1. Les ports de Guadeloupe	132
2. L'activité du port autonome de Guadeloupe	133
§ 3. Activités aéroportuaires	136
1. Les aéroports de Guadeloupe	136
2. Activité de l'aéroport Guadeloupe pôle caraïbes	136
§ 4. Transport terrestre	140
1. Transports publics	140
2. Autres moyens de transport	141
<hr/>	
SECTION 8 – LES SERVICES	142
§ 1. Services marchands	142
1. Le contexte	142
2. Résultats de l'enquête annuelle d'entreprises	143
3. Services de communication	144
§ 2. Services non marchands	146
1. L'éducation	146
2. La santé	148
3. L'action sociale	150
<hr/>	
CHAPITRE III – SITUATION ECONOMIQUE DES ILES DU NORD	153
SECTION 1 – L'ILE DE SAINT-MARTIN	154
§ 1. Principales caractéristiques de l'économie	154
1. Aperçu géographique	154
2. Aperçu historique	154
3. Evolution statutaire de l'île	155
4. La population	156
5. Structure d'emploi et de production	157
§ 2. Les secteurs d'activité	159
1. Le tourisme	159
2. Les activités portuaires	161
3. Les activités aéroportuaires	162
4. Les infrastructures	163
§ 3. L'évolution monétaire	164
1. Organisation bancaire	164
2. Activité des établissements de crédit	165
<hr/>	

SECTION 2 – L’ILE DE SAINT-BARTHELEMY	167
§ 1. Principales caractéristiques de l’économie	167
1. Aperçu géographique	167
2. Aperçu historique	167
3. Evolution statutaire de l’île	168
4. La population	169
5. Structure d’emploi et de production	170
§ 2. Les secteurs d’activité	171
1. Le tourisme	171
2. Les activités portuaires	172
3. Les activités aéroportuaires	174
4. Les infrastructures	174
§ 3. L’évolution monétaire	175
1. Organisation bancaire	175
2. Activité des établissements de crédit	176
SECTION 3 – LA FISCALITE DANS LES ILES DU NORD	178
§ 1. Origines du régime fiscal spécifique	178
§ 2. Régime fiscal applicable	179
1. Droits de douanes et contributions indirectes	179
2. Les impôts directs	180
§ 3. Des règles fiscales diversement acceptées	181
CHAPITRE IV - EVOLUTION MONETAIRE ET FINANCIERE	183
SECTION 0 – REMARQUES METHODOLOGIQUES	184
SECTION 1 – LE SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER	185
§ 1. Les événements majeurs de l’année	185
§ 2. Organisation bancaire	186
1. Typologie des établissements de crédit	186
2. Répartition du marché par réseau	187
§ 3. Densité du système bancaire	188
§ 4. Ressources humaines	190

SECTION 2 - L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	191
§ 1. Les actifs financiers de la clientèle non financière	191
1. Ensemble des actifs financiers	191
2. Les dépôts à vue	192
3. Les placements liquides ou à court terme	193
4. L'épargne à long terme	194
5. Tableau des données	195
§ 2. Les concours à la clientèle non financière	196
1. Ensemble des concours	196
2. Concours consentis par les établissements de crédit locaux	197
3. Concours consentis par les établissements de crédit non installés localement	199
4. Tableaux des données	200
§ 3. Les conditions de l'offre bancaire	202
1. Les taux créditeurs	202
2. Les taux débiteurs	202
§ 4. L'analyse des risques	204
<hr/>	
SECTION 3 – LE PRODUIT NET BANCAIRE DES BANQUES	206
§ 1. Evolution récente du produit net bancaire	206
§ 2. Structure du produit net bancaire	207
<hr/>	
SECTION 4 – LA CIRCULATION FIDUCIAIRE	208
§ 1. La circulation de l'euro	208
1. Les billets euros	208
2. Les pièces euros	210
§ 2. Le retour du franc	212
1. Les billets francs	212
2. Les pièces francs	213
§ 3. L'activité de change manuel	214
<hr/>	
ANNEXES :	215
Glossaire	216
Liste des établissements de crédit locaux	217
Evénements marquants de l'année	218
Les publications de l'IEDOM	219

Avant propos

Les évènements qui sont intervenus pendant l'année 2004 ont montré combien la Guadeloupe pouvait être soumise aux risques naturels et sociaux :

- dangers sismiques et cycloniques, avec le tremblement de terre du 21 novembre 2004, la tempête tropicale Jeanne de septembre 2004 et les nombreuses inondations.
- conflits du travail au port de Jarry, dans les banques affiliées à l'Association Française des Banques, les plantations de bananes et les communes.

Son tissu économique semble avoir assez bien résisté à ces périls en raison :

- du dynamisme des entrepreneurs,
- des appuis qu'apportent l'Etat, l'Union Européenne et les Collectivités locales,
- des conditions financières favorables, la baisse des taux d'intérêt ayant stimulé la consommation et l'investissement immobilier.

Les différents acteurs du développement de l'archipel devront toutefois gérer au mieux ces différentes menaces, notamment en améliorant le dialogue social, afin que puissent se poursuivre la croissance forte et la modernisation de l'économie de l'archipel que relève le présent rapport.

Le Directeur



F. ROCHE TOUSSAINT

Synthèse

1. L'évolution de l'économie de la Guadeloupe en 2004

Le bilan économique du début de l'année 2004 est relativement positif et encourageant. L'activité a, en effet, été globalement soutenue et nombre d'indicateurs ont été orientés à la hausse pendant l'année, notamment dans le secteur du tourisme qui connaît une progression de la fréquentation pour la première fois depuis 2000.

Cette année 2004 a cependant été marquée par deux conflits sociaux majeurs. Le premier, en début d'année, a concerné les banques affiliées à l'Association Française des Banques (AFB) pendant près de 3 mois, mais il n'a pas pesé sur l'économie guadeloupéenne autant qu'on pouvait le craindre. Le second, au dernier trimestre, a en revanche été beaucoup plus perturbateur, la grève des dockers du port de Jarry ayant bloqué l'économie du département pendant plus de 75 jours, confirmant la dépendance de la Guadeloupe vis-à-vis de l'extérieur.

Ainsi, sur les trois premiers trimestres de l'année la relative stabilité des prix a permis de préserver le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité-coût des entreprises, mais le dernier trimestre 2004 a été très pénalisant. L'indice des prix à la consommation, qui, à fin octobre, n'était en progression que de 1,7 % (1,6 % au cours de l'année 2003) a connu un rebond, sous l'effet cumulé de la hausse des cours du pétrole et des pénuries dues au blocage du port, pour s'inscrire en hausse de 2,9 % sur l'ensemble de l'année.

Si la confiance des ménages s'est dégradée de façon certaine en fin d'année, la tendance générale demeure positive. Hors assurance-vie, l'ensemble des actifs collectés par les banques locales a connu une progression significative proche des 5 %, en grande partie attribuable aux particuliers.

La consommation des ménages semble, en effet, n'avoir été que peu perturbée et généralement plus du fait des ruptures de stocks en fin d'année que pour des raisons financières. On note par exemple que le nombre des immatriculations de véhicules de tourisme neufs, en progression de 3,1 % en glissement annuel à fin septembre, termine l'année en repli de 2,4 % par rapport à 2003. Les importations de biens d'équipement ménager et de consommation courante s'inscrivent en repli, respectivement de 9,8 % et 20,2 %. Les crédits à la consommation ont cependant connu des rythmes de croissance à peine moins soutenus qu'en 2003 qui était déjà une bonne année.

Dans un contexte de baisse continue du coût du crédit, le financement bancaire local au secteur privé (entreprises) a également progressé. Si l'encours des crédits de trésorerie a fortement augmenté en fin d'année en raison des difficultés qu'ont rencontré l'ensemble des entreprises guadeloupéennes pendant le conflit du port, les autres catégories de crédits sont également orientées à la hausse, notamment les crédits à l'habitat stimulés notamment par des

taux d'intérêt à un niveau historiquement très bas, par l'allongement de la durée de remboursement des prêts et par le dispositif de défiscalisation Girardin. Le portefeuille entreprises des établissements de crédit locaux s'est légèrement assaini ; l'encours des créances douteuses brutes enregistre en effet un repli de près de 8 % mais demeure à un niveau élevé (25,4 % contre 28,3 % en 2003). Par ailleurs, l'encours des crédits aux administrations locales, majoritairement constitué de crédits d'équipement, reste stable.

Le poids des dépenses publiques a généralement un impact non négligeable sur la dynamique de l'économie du département. Il s'avère qu'en 2004 la dépense de l'Etat et des organismes sociaux s'est contractée ce qui pourrait expliquer la réduction de l'activité dans certains secteurs.

Ainsi, l'activité dans le secteur du BTP a ralenti dans le département, aussi bien pour la construction que pour les travaux routiers. Après la réalisation de la déviation de Capesterre Belle Eau, la commande publique a diminué. Pour le logement, le nombre d'attestations du consuel connaît un repli de 17 % alors que la consommation de ciment est en léger recul. Sous l'impulsion d'une demande immobilière soutenue en Guadeloupe, l'ensemble des encours de crédits à l'habitat demeure orienté à la hausse.

Après trois années difficiles dans le secteur du tourisme, la Guadeloupe voit enfin le flot des visiteurs augmenter en 2004. Le nombre de passagers à l'aéroport et le taux d'occupation des hôtels se sont améliorés. Le port autonome a également enregistré une augmentation du nombre de croisiéristes. Il semblerait que, suite aux actions engagées dès 2003 - création du Comité du Tourisme des Iles de Guadeloupe, ouverture du premier lycée hôtelier de Guadeloupe, installation d'un village d'accueil des croisiéristes, lancement du schéma de développement et d'aménagement touristique, adoption d'une charte de qualité chez les hôteliers, etc... - l'activité touristique se redynamise avec des visiteurs nouveaux, intéressés par la petite hôtellerie, les maisons d'hôtes ou les gîtes ruraux.

L'industrie et l'artisanat, fortement dépendants des importations permettant leur activité de transformation, ont rencontré de grosses difficultés pour assurer leur production au cours du dernier trimestre 2004. La grève du port de Jarry a en effet empêché l'approvisionnement en matières premières ou matériaux d'emballage, obligeant nombre d'entreprises du secteur à cesser provisoirement leur activité, et à mettre leurs employés en chômage technique.

En 2004, les exportations de bananes ont atteint 65 639 tonnes soit une baisse de près de 25 % par rapport à 2003. Le secteur a encore beaucoup souffert des intempéries et des grèves. En mai et novembre, d'importantes pluies ont entraîné des pertes de récoltes. En août, la grève des ouvriers de la profession n'a pas permis les expéditions de bananes. En fin d'année, la grève des dockers au port de Jarry a non seulement bloqué les exportations mais également conduit au manque d'approvisionnement en huile de traitement, entraînant un développement de la cercosporiose jaune qui aurait provoqué la perte de plus de 10 000 tonnes de bananes.

La forte pluviométrie enregistrée durant l'année 2004, en particulier au mois de mai, a entraîné un allongement de la durée de la campagne sucrière jusqu'à la mi-août, une baisse de la richesse saccharimétrique. Près de 40 000 tonnes de cannes n'ont ainsi pu être traitées. La

campagne sucrière 2004 a cependant été exceptionnelle en terme de volume : 841 621 tonnes de cannes manipulées et 74 041 tonnes de sucre produit, la plaçant au rang de 3^{ème} meilleure récolte de canne des 25 dernières années.

La production de rhum a enregistré une progression de 1,3 % sous l'effet d'une sensible augmentation de la quantité de rhum agricole (+23,6 %) distillée alors que le rhum de sucrerie connaît un repli de 13,8 % par rapport à 2003. La production de rhum commercialisée s'inscrit en hausse de 6,7 % par rapport à 2003, grâce à la progression de 14,3 % des ventes à l'exportation, lesquelles représentent 67 % des ventes de la Guadeloupe.

Principaux indicateurs

Evolution des principaux indicateurs économiques et financiers

	2002	2003	2004	Var 2004/03
Indicateurs démographiques et économiques				
PIBR / habitant (2001)	13 736	nd	nd	-
Indice des prix à la consommation	106,6	108,3	111,4	2,9%
Population	434 717	438 820	442 405	0,8%
Consommation électrique (millions kWh)	1 377	1 420	1 498	5,5%
Consommation de ciment (tonnes)	283 892	265 682	263 152	-1,0%
Attestations du consuel	6 050	6 760	5 606	-17,1%
Créations d'entreprises	2 063	3 381	3 248	-3,9%
Immatriculation de véhicules de tourisme	12 293	14 278	13 940	-2,4%
Population active	161 484	163 716	163 160	-0,3%
Taux de chômage	25,7%	26,9%	24,7%	-2,2 pts
Nombre de conflits sociaux	199	103	126	22,3%
Nombre d'allocataires du RMI	29 764	32 227	33 604	4,3%
Personnes physiques en interdiction bancaire	28 315	27 532	26 826	-2,6%
Dossiers de surendettement déposés	253	269	272	1,1%
Nombre de passagers à l'aéroport	1 805 420	1 761 455	1 866 739	6,0%
Taux occupation des hôtels	54,8%	49,2%	53,0%	3,8 pts
Importations (millions d'euros)	1 854	1 878	1 818	-3,2%
Exportations (millions d'euros)	164	171	157	-8,3%
indicateurs financiers au 31/12 (encours en millions d'euros)				
Crédits bancaires des établissements locaux	2 876	2 984	3 149	5,5%
<i>Particuliers</i>	1 437	1 572	1 700	8,1%
<i>Entreprises</i>	1 256	1 214	1 250	3,0%
<i>Autres agents</i>	158	198	199	0,5%
Taux de créances douteuses brutes	16,7%	15,9%	14,6%	-1,3 pts
Dépôts bancaires des établissements locaux	3 865	4 186	4 486	7,1%
<i>Particuliers</i>	2 623	2 723	2 933	7,7%
<i>Entreprises</i>	922	1 135	1 178	3,8%
<i>Autres agents</i>	320	328	374	14,0%
Recettes de l'Etat (millions d'euros)	733	874	895	2,5%
Dépenses de l'Etat (millions d'euros)	1 292	1 344	1 268	-5,7%
Recettes des organismes sociaux (millions d'euros)	559	712	564	-20,8%
Dépenses des organismes sociaux (millions d'euros)	1 743	1 873	1 798	-4,0%

Les évènements marquants de l'année

7 décembre 2003	Victoire du NON au référendum concernant le regroupement de la Région et du Département en assemblée unique.
7 décembre 2003	Choix des Iles du Nord d'évoluer vers un statut de Collectivité d'Outre-Mer.
12 décembre 2003	Air Caraïbes ouvre une ligne transatlantique.
22 décembre 2003 12 mars 2004	Conflit social des banques AFB.
février 2004	Création de la fédération des syndicats des marins-pêcheurs de la Guadeloupe.
20 février 2004	Reconduction pour 10 ans du dispositif de l'octroi de mer voté par le Conseil des ministres des Communautés européennes.
8 mars 2004 13 août 2004	Campagne sucrière 2004 : production de 74 041 tonnes.
28 mars 2004	Les élections régionales entraînent un changement de majorité, Victorin LUREL devient le Président de la Région.
juin 2004	Création de la Caisse du Crédit Mutuel de la Guadeloupe.
1 juillet 2004	Réévaluation de 5,8 % du SMIC horaire à 7,61 €.
août 2004	Nomination du nouveau Préfet de Guadeloupe : Paul GIROT DE LANGLADE.
24 août 2004 10 septembre 2004	Grève des ouvriers du secteur de la banane.
13 septembre 2004	Tempête tropicale Jeanne : inondations sur la côte sous le vent. Importants dégâts sur les infrastructures. Fermeture de la route de la traversée de la Basse-Terre.
26 septembre 2004	Lucette MICHAUX-CHEVRY Jacques GILLOT et Daniel MARSIN sont élus sénateurs de la Guadeloupe.
28 septembre 2004	Fusion absorption de Crédial par le Crédit Moderne Antilles.
15 octobre 2004 20 décembre 2004	Conflit social des dockers du port de Jarry.
21 novembre 2004	Séisme de 6,3 sur l'échelle de Richter aux Saintes et dans le sud de la Basse-Terre et inondations sur l'ensemble du département.
2 décembre 2004	Election de Madame Colette KOURY à la présidents de la CCI de Pointe-à-Pître et de Monsieur Gérard THEOBALD à la CCI de Basse-Terre.
23 décembre 2004	Absorption de la SODEGA, de la SODEMA et de la SOFIDEG, filiales de la BRED-Banque Populaire, par la Société Financière Antilles-Guyane (SOFIAG).
14 février 2005	Nouveau séisme de 5,7 sur l'échelle de Richter aux Saintes et dans le sud de la Basse-Terre.
18 février 2005	Les pièces francs ont perdu cours légal et ne peuvent plus être échangées.

Correspondance thématique

Bancaire	Economique	Social
Catastrophes naturelles	Politique	